

## Burundi : le mouvement étudiant en passe de faire plier le gouvernement ?

France 24, 16/04/2014 % étudiants burundais cherchent bourse d'assistance Depuis plus d'un mois, une grève a paralysé les universités du Burundi. Les étudiants s'opposaient aux nouvelles conditions d'octroi de la bourse d'études imposées par le gouvernement, laquelle était conditionnée aux résultats scolaires. Pour notre Observateur, ce texte signait l'arrêt de mort d'un système universitaire jusque-là démocratique. [Photo : Sur le bord de la route, des étudiants grévistes exclus des résidences de l'Université.] Adoptée le 12 février 2014 par le ministre de l'Enseignement supérieur, la mesure devait s'appliquer aux titulaires du baccalauréat fraîchement admis à l'université. Celle-ci stipulait que seules les personnes ayant obtenu une note générale supérieure ou égale à 69,2 % (environ 14/20) pouvaient bénéficier de la bourse d'études classiques.

Ceux qui avaient acquis une moyenne comprise entre 69,1 % et 66,5 % (entre 13,8 et 13,3/20) pouvaient s'inscrire gratuitement dans les institutions publiques d'enseignement supérieur mais n'auraient pas pu percevoir par la suite aucune aide de l'État. Enfin, les élèves dont la moyenne était comprise entre 66,4 % et 64,2 % (entre 13,2 et 12,8/20) auraient pu se voir offrir un subside de 200 000 francs burundais (environ 100 euros) leur permettant d'intégrer une faculté privée adossée par l'État à l'objectif d'éviter de surcharger les universités publiques et encourager les établissements privés. Quant aux étudiants qui bénéficiaient de la bourse, ils auraient été tenus de réussir leur parcours scolaire sans faute, le redoublement étant synonyme d'arrêt de l'aide financière. Avant que cette réforme soit entérinée, tous les étudiants burundais bénéficiaient d'une bourse, excepté ceux qui avaient redoublé deux fois. Les externes touchaient 30 000 francs burundais par mois (environ 15 euros) et les internes 9 000 francs burundais (environ quatre euros). À peine de quoi subvenir à leurs besoins. À en croire notre Observateur, un des représentants étudiants grévistes, le bras de fer entre le gouvernement et les étudiants se poursuivra tant que le décret ne sera pas abrogé. Plusieurs tentatives de négociation ont été entamées au cours des deux dernières semaines mais aucune n'a abouti jusqu'ici. Face au blocage, les autorités ont décidé de suspendre l'année académique en cours (qui devait initialement s'achever le 7 mai et reprendre cinq jours plus tard pour rattraper le temps perdu). Les élèves grévistes hâbergés dans les résidences universitaires ont quant à eux été exclus. "La réforme des bourses scolaires créera un système universitaire déséquilibré" Epitace Ndayambaje, 25 ans, est l'un des principaux représentants étudiants. Il étudie les sciences à l'université du Burundi, la plus grande faculté du pays, et vit à Bujumbura. Cette mesure est injuste et discriminatoire. La bourse que nous octroie l'État permet à la majorité d'entre nous de suivre des études universitaires. Sans cette aide, aussi dérisoire soit-elle, les plus pauvres n'auraient jamais eu accès à l'éducation. «À l'étranger, un étudiant a souvent du mal à joindre les deux bouts au Burundi. À Bujumbura on est concentrés la plupart du temps dans les universités, la vie est chère. Les élèves qui ne résident pas dans le campus universitaire n'ont d'autre choix que de se partager une chambre en ville. Certains de mes camarades vivent à cinq dans une pièce conçue à la base pour accueillir deux personnes. On peut dire que j'ai plus de chance, là on habite, nous sommes trois. Le logement se trouve dans le quartier de Bujumbura et nous payons au total 50 000 francs burundais par mois [23 euros, NDLR]. «À l'inconvénient est que l'université se trouve à plusieurs kilomètres et je perds beaucoup d'argent dans les transports. Sans l'aide modeste de ma famille, je peinerais à boucler mes fins de mois. Je connais des étudiants qui vivent dans le dénuement le plus complet malgré la bourse. Alors on s'aide, l'un avance à l'autre et se fait attendre plus tard. Mais nombreux sont ceux à abandonner leurs études pour cette raison et retournent au village. Avec la réforme, cette situation alarmante s'aggravera et créera un système universitaire complètement déséquilibré. Comment vont les étudiants qui ont le bac en poche mais pas suffisamment de bonnes notes pour espérer toucher une bourse ? On les condamne avant même qu'ils aient entamé leur cursus universitaire. Rares sont ceux qui obtiennent plus de 60 % de réussite aux examens d'entrée [D'après la direction des services académiques de l'université du Burundi, FRANCE 24, la réforme prévoit l'attribution de 8 500 bourses, dont seulement 2 500 au tarif plein (30 000 francs burundais), alors que 18 000 élèves doivent intégrer l'université lors de la prochaine rentrée scolaire, NDLR]. «À D'autres zones les plus reculées du pays, faute de moyens adaptés, l'enseignement secondaire est médiocre. Le niveau de l'enseignement varie beaucoup en fonction des établissements scolaires. Alors plutôt que de généraliser les élèves méritants, le gouvernement ferait mieux de reformer l'école dans son ensemble. » D'après le ministre, la cherté des bourses représente une aide devenue ingérable au regard de la crise financière que traverse le pays, l'un des plus pauvres de la planète et qui vit sous perfusion de l'aide internationale. En 2012, le Burundi figurait à la 178e place sur 187 pays dans le classement mondial sur l'indice de développement humain (IDH). Ce petit État d'Afrique de l'est (environ 10 millions d'habitants) avait déjà été l'hôte d'une grève étudiante entre juillet et août 2013 due à la suppression de la bourse d'études. La contestation avait provoqué la suspension des cours et débouché sur des affrontements avec les forces de l'ordre. Billet rédigé avec la collaboration de Grégoire Remund Actualisation 16/04/2014 18h35 : En réponse aux doléances que les étudiants ont adressées à la présidence de la République burundaise, ce dernier s'est finalement engagé, via un communiqué de presse, à accorder une bourse à tous les étudiants de l'Université du Burundi et de l'École Normale Supérieure.